



Syndicat National des Personnels
de l'Éducation et du Social

SECTION DES YVELINES - 78



Oui à un vrai dialogue social ! Arrêt de la marche forcée dans le département des Yvelines !

Le 10 octobre 2009 nous avons pris la décision de ne pas siéger au CTPD ceci afin de rejoindre les autres départements dans leur action syndicale unitaire de boycott et de report des CTP. Nous déplorons de n'avoir pu retrouver cette unité syndicale dans le département des Yvelines.

Nous faisons le constat que, depuis de nombreux mois, les instances paritaires ne jouent plus leur rôle de débat et de co-élaboration entre l'administration d'une part et les personnels et leurs représentants syndicaux d'autre part. La restructuration des services sur notre département s'est faite à marche forcée sans aucune consultation des personnels et des organisations syndicales. Ainsi des décisions ont été prises sans convocation d'un CTPD, voire d'un CTP régional. Aujourd'hui, nous avons des dossiers validés en CROSMS et une mise en application en dehors de toute règle. Seule la mobilisation des personnels a permis quelques reculs (notamment concernant les projets de fermetures des services de Houilles et des Mureaux) mais dans l'ensemble la restructuration/destruction des services a pris la même orientation que le reste de la région Ile de France avec la fermeture de postes et de services.

Pour notre département la liste des services fermés et restructurés est longue !!!

A cela s'ajoute des postes fermés dans les services administratifs et éducatifs.

La nouvelle organisation départementale mise en place dès cette rentrée pose plusieurs questions :

- **La faisabilité et la pertinence de cette organisation en lien avec l'exercice des missions éducatives de la PJJ,**
- **Le processus de discussion et d'élaboration de cette nouvelle réorganisation (consultation des personnels et des organisations syndicales),**
- **L'impact de cette restructuration départementale sur les conditions de travail des agents et l'accueil du public.**

Afin de pouvoir répondre à ces trois interrogations il nous semble indispensable d'avoir tous les éléments à disposition (carte des emplois, activités des services avant et après la restructuration). A ce jour, le dossier de l'administration ne contient pas ces éléments, de plus nous exigeons les projections futures envisagées, ceci bien sûr afin de les discuter et les soumettre au débat à tous les personnels. Ce travail ne pourra être accompli que dans le cadre d'un nouveau dialogue social sincère et sans aucune marche forcée. Nous ne voulons pas jouer une fois de plus le rôle de chambre d'enregistrement de cette restructuration.

Pour cela nous avons demandé un report afin de discuter véritablement (avec tous les éléments disponibles demandés ci-dessus) la légitimité de ces projets service par service de cette réorganisation. Malgré cette proposition de report et de demande de compléments d'information nous avons reçu une fin de non recevoir du directeur départemental, prétextant le désaccord des autres organisations syndicales à notre demande. Une fois de plus, la désunion des organisations syndicales ne fait que profiter à l'administration dans sa volonté de continuer sa marche forcée dans l'application de sa politique.

Nous prenons acte que « le nouveau dialogue social » n'est en l'état qu'une simple posture.

Dans ce contexte nous refusons d'être enfermé dans un tête à tête stérile et improductif avec l'administration et nous ne siégerons pas ce jour. Par contre, nous porterons directement toutes les questions et revendications des personnels du 78 dans le cadre du CTPIR des 14 et 15 décembre 2009, où nous faisons appel à toutes les bonnes volontés pour le préparer ensemble. Cet appel s'adresse particulièrement aux agents des services qui ont été fermés ou restructurés.